



Dernière intervention au Conseil d'Administration de Serge Taboulot, administrateur élu du personnel depuis 2001.

Merci madame la Présidente de m'offrir ce moment d'expression. C'est bien ma dernière participation à ce conseil en tant qu' élu du personnel, mon cinquième mandat pour le Syndicat National des Ingénieurs et Techniciens de Météo-France, affilié à Force ouvrière.

Pour les participants les plus récent à ce CA, juste une information concernant le SNITM-FO : l'actuel Secrétaire Général de la Confédération Force Ouvrière, Yves Veyrier, est un de nos adhérents en tant qu'ingénieur des travaux de la météorologie.

Je ne vais pas vous faire un discours sur ma longue carrière à Météo-France, ce serait trop long ! Elle se termine fin mars, depuis 9 ans responsable du Centre des Alpes du Nord. Les Alpes qui ont d'ailleurs posé quelques soucis à notre précédent PDG, faute d'une bonne analyse des très fortes attentes des territoires de montagne, en lien avec leur météo-sensibilité que lui seul semblait ignorer. Je vais plutôt vous parler en tant qu' élu à ce conseil. J'en suis membre assidu depuis 2001 ; j'y ai côtoyé 5 PDG différents, eux-mêmes sous tutelles d'un nombre incalculable de ministres, de cabinets et de gouvernements de tous bords. Et pour résumer le plus brièvement possible mes 20 ans de présence ici, je ne vais citer qu'une action : malgré un scepticisme certain du côté des Directions et des tutelles successives, j'ai porté avec ténacité la revendication inter-syndicale forte pour une étude sérieuse sur les apports socio-économiques des services de Météo-France. Je suis assez fier de ma persévérance : cette étude portée par France Stratégie est enfin parue au printemps 2018... Elle prouve que quand l'Etat français investit un euro dans son service public de météorologie, la collectivité française bénéficie en retour de 4 à 8 euros ; je ne peux que vous conseiller, madame la Présidente, de diffuser ce rapport à tout nouvel administrateur de MF, voire même de refaire au sein de ce conseil une présentation de ce rapport inédit.

D'ailleurs le super calculateur dont se dote actuellement MF n'est finalement qu'un excellent sous-produit de ce rapport. Je me félicite que le service public français reste ainsi dans la cour des grands services météo mondiaux.

Malheureusement, il y a un bémol, et il est de taille. Vous savez, quand un investisseur avisé achète une écurie avec 2 Ferraris de course (nos fameux super calculateurs !), il sait parfaitement qu'il va falloir aussi mettre les moyens pour recruter les meilleurs pilotes, une solide équipe de mécanos et tout ce qui va avec. Or que fait-on à Météo-France ? L'inverse, on dégraisse, un vrai plan social : avec 500 emplois supprimés, plus des collègues qui comme moi, écœurés, quittent l'établissement prématurément. Quand je suis entré à MF, à mon arrivée à Dijon, il y avait 13 ingénieurs météo en Bourgogne. La cible 2022, c'est 0 ou 1 en Bourgogne-Franche Comté !

Je suis pour les moyens techniques, mais la seule vraie richesse de l'établissement, ce sont les femmes et les hommes qui y travaillent. Très franchement, madame la Présidente, mesdames et messieurs les administrateurs, je suis un bon exemple du fait qu'environ 1/3 des agents de l'établissement vont partir dans les 5 ou 6 prochaines années. En 2020, je ne vois donc qu'un seul souci stratégique important à traiter par ce conseil : l'élaboration et la mise en œuvre d'un ambitieux plan de recrutement et de formation ! C'est une question de survie pour MF!